



A PROPOS DU LIMOGEAGE DE WILLIAM SOLLO

Atangana Kouna, le bouc-émissaire tout trouvé

P. 7

Journal d'informations générales - Autorisation n°177/RD/C19/BAPP du 11/06/2004 - Prix : 400 frs cfa - N° 271 DU 12/02/2010

LE CAMEROUN MATIN

Editeur : SIFOMIE SARL

BP : 2342 Douala-Cameroun

Tel.B : (00237) 33 01 25 74

12^{ème} année

Fondateur : KATI Guy Martial - Directeur de Publication délégué : Yandeu Fankam Lapencia - Tel : 3422 01 76 27 / 339 01 10 00 - email : sifomiesarkati@yahoo.fr

DÉVELOPPEMENT URBAIN
DE DOUALA

Contourner
l'inertie par le
« plan d'urgence »

P. 9

APPEL À LA CANDIDATURE DE PAUL BIYA

Une démonstration des faiblesses de l'opposition

P. 3



CAMEROUN - LUXEMBOURG



Mebe Ngo'o offre une
ouverture économique
à rentabiliser

P. 9

NYONG ET MFOUMOU

Béti Assomo porté
en triomphe

P. 1

MEFOU AFAMBA

La jeunesse de tout coeur
avec le Chef de l'Etat

P. 7

RDPC DANS LE HAUT NKAM

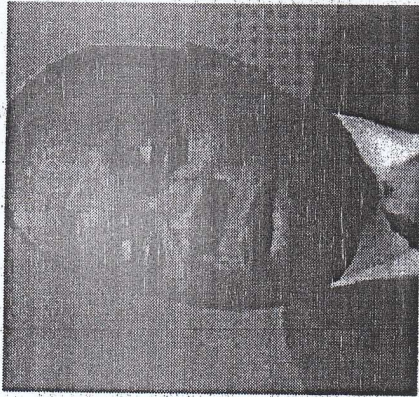
Qui contrôle

P. 5

DR RÉNÉ KOUASSI N'GUETTIA EST LE DIRECTEUR DE LA COMMISSION DES AFFAIRES ECONOMIQUES DE L'UNION AFRICAINE.

« L'Afrique a tout pour devenir un géant »

Dans cette interview qu'il nous a accordée en marge de la réunion des Directeurs Généraux des Instituts Nationaux de la Statistique de l'Union Africaine à Addis Abéba, ce spécialiste des questions économiques explique le concept de la révolution des données, et fait un diagnostic profond des maux dont souffre le continent.



Dr René Kouassi, l'un des résultats attendus à l'issue de cette réunion des directeurs généraux des Instituts Nationaux de la Statistique, c'est l'adoption d'une compréhension commune de la révolution des données. Cela voudrait sous-entendre qu'il n'y a pas une compréhension commune de cette révolution des données ?

Nous sommes plusieurs acteurs sur le dossier, mais il faut retenir que c'est l'Union Africaine qui a l'agenda du développement de la statistique en Afrique. C'est l'Union africaine qui a initié la charte africaine de la statistique et qui a initié la stratégie d'harmonisation de la statistique, c'est encore elle qui a proposé la création de l'institut panafricain de la statistique à l'instar de Eurostat qui sera basé à Tunis. C'est aussi l'Union africaine qui a proposé la création du Centre africain de la statistique qui sera basé à Yamoussoukro en Côte d'Ivoire. Donc, l'agenda de la promotion de la statistique est un agenda de l'Union africaine, parce que la production de la statistique est un acte de souveraineté. La CEA qui est l'un de nos partenaires doit faire directement un rapport aux Nations unies. Donc, la CEA peut avoir des contraintes qui ne sont pas les nôtres. Nous avons encore la BAD dont le rôle est d'accompagner l'Afrique dans la mise en place de ce programme en l'assistant dans les financements. Donc la révolution des données, c'est un de nos projets. Normalement, nos partenaires devraient venir nous voir et dire : « écoutez, ça c'est un projet et nous sommes prêts à vous accompagner dans la mise en œuvre ». Mais on se rend compte que chacun va de sa propre voix. Il n'y a pas de perception commune. C'est pour ça que nous insistons sur la perception de l'Union africaine sur la révolution des données. Pour nous, la révolution des données n'est autre chose que faire la promotion des données à travers d'autres méthodes de production, de collecte de données, de management, de gouvernance des données à travers d'autres approches novatrices. Vous ne pouvez pas faire la production des données si vous n'avez pas une charte qui est ratifiée massivement par les acteurs pour orienter l'activité des statisticiens. Je le dis, il y a beaucoup de pays qui parlent dans les réunions et qui n'ont même pas ratifié la charte qui est la BA-BA de la révolution des données. Vous ne pouvez pas parler

Dr Kouassi, en plus de vos responsabilités à l'Union Africaine, vous êtes auteur de plusieurs ouvrages. Et parmi vos derniers nés, une œuvre intitulée : « L'Afrique, ce géant qui refuse de naître ». On est-ce qui a motivé la publication d'un tel ouvrage ? Avez-vous fait un diagnostic sur le terrain ?

Le diagnostic est simple. La plupart des pays sont indépendants depuis 1960 et ces pays-là ont adopté des programmes, des projets et des politiques sectoriels dans les domaines de l'agriculture, l'éducation etc. Après plus de cinquante ans, quand on fait le bilan, on se rend compte que rien n'est encore fait dans certains secteurs. Pourtant, l'Afrique a tout pour devenir un géant, le grenier du monde. C'est un géant, parce qu'elle détient 60% des terres non encore cultivées. Alors qu'elle continue d'importer à concurrence de plus de 35 milliards de dollars par an pour importer la nourriture. Quand je prends l'agriculture, je dis après plus de cinquante ans d'indépendance relative, on continue de former encore des africains dans le moule des formations héritées de la colonisation. Les écoles, les universités continuent de ne mettre sur le marché que des chômeurs. On ne produit que des chômeurs et pire, il y a encore un gap scientifique et technique énorme entre l'Afrique et les économies émergentes. Donc, au niveau de l'éducation, il y a quelque chose à faire. Vous prenez l'intégration. On a adopté le traité d'Abuja, mais avant le plan d'action de Lagos, le Népadi, on a eu l'Union africaine. C'est-à-dire que ce n'est pas des initiatives qui manquent. On a un déficit de mise en œuvre. Prenez la gouvernance, secteur par secteur. Ma question est la suivante : Est-ce qu'il n'est pas logique de s'arrêter, de regarder dans le rétroviseur pour développer une nouvelle voix ? Parce que si on ne le fait pas, on va dans l'impasse.

Qui est censé le faire ?

Ce sont les leaders. Ceux qui ont la responsabilité politique et économique des pays africains. Bien entendu, avec le soutien de tout le monde.

Dr Kouassi, il y a longtemps que le diagnostic a été fait. Tout va mal en Afrique, les politiques sectorielles sont mal choisies, mal appliquées, pas du tout conformes... mais c'est un refrain qu'on entend tous les jours. Quand et par où faut-il commencer la mise en œuvre ?

C'est pour cela que je dis que c'est un géant qui refuse de naître et le sous-titre de cela, la solution, c'est de tout reprendre à zéro.

Ce que vous dites fait peur, d'autant plus que vous êtes l'un des rédacteurs, et même initiateurs de l'agenda 2063. En plus vous êtes parmi ceux qui sont chargés de sa mise en œuvre. Alors, un tel diagnostic, n'est-ce pas pour nous dire que l'Afrique est mal partie et que cet agenda 2063 sera encore un échec ?

Mon livre est clair ! D'ailleurs, je cite René Dumont qui avait écrit un ouvrage à l'époque en 1962 dans lequel il disait que l'Afrique noire est mal partie, il a été frappé d'interdiction dans certains pays et est devenu persona non grata. Si la prophétie de René

Dumont avait été écoutée à l'époque et mise en œuvre, on ne serait plus à cette étape. Et je dis que les initiatives sont bonnes. L'agenda 2063 est un bon agenda. Il se démarque des autres, à travers un plan d'actions. Les autres n'ont pas eu de plans d'actions. Il se démarque des autres à travers une consultation populaire au niveau de tout le continent pour permettre aux gens d'émettre leurs contributions. Mais si l'Afrique ne trouve pas le financement approprié en son sein pour le faire et si l'Afrique compte sur le financement extérieur pour le faire, cela nous donne des inquiétudes.

Mais l'agenda 2063 a prévu un mécanisme d'auto-financement. Si vous en parlez, cela veut dire qu'il y a quelque chose qui ne va pas ?

Non, mais c'est une appréhension que j'ai. Et je parle aussi de mon expérience au niveau du traitement que j'ai des questions de développement en Afrique. Théoriquement, tout est bien. Mais là où le bât blesse, c'est la mise en œuvre. Parce qu'il y a des risques. Les risques, c'est quoi ? Le manque de financement, de volonté politique, les conflits et rebellions interminables en Afrique etc. Si nous maîtrisons ces risques et que nous avons la volonté politique de traduire dans les faits, l'agenda, je vous assure que dans dix ans, on va faire un bond qualitatif sur la voie de notre développement.

Comment est-ce qu'on maîtrise justement ces risques ?

Le livre propose des solutions sur chaque chapitre. Au chapitre de l'agriculture, j'ai fait des propositions. J'ai par exemple dit : « l'Afrique ne peut pas continuer à développer l'agriculture comme elle est en train de le faire maintenant : l'agriculture de petits paysans, de petites exploitations. Aujourd'hui, on parle d'une agriculture verte. Il faut maîtriser l'écologie, l'environnement etc. Est-ce que le petit paysan a les moyens de se doter d'une technologie verte ? Non. Il faut revoir le foncier en Afrique pour permettre à des gens d'investir massivement dans l'agriculture. La réforme foncière peut se faire sous la forme d'achat de terre ou bien de location de terre. Généralement comme les africains sont foncièrement attachés à leur terre, on peut prendre l'approche de la location de terre pendant vingt ou trente ans etc. Comme cela, si un investisseur vient, il s'installe comme entrepreneur agricole. Donc, il peut acheter la technologie verte, il peut installer des unités de transformation, il peut employer les paysans qui arrivent même pas à se nourrir avec l'activité qu'ils sont en train de faire. Je dis dans le livre que ce sont les villes qui nourrissent les campagnes à une certaine période de l'année. Donc, si on revoit le foncier que des entrepreneurs s'installent dans les domaines, je crois que cette agriculture pourra nourrir son homme et même que l'agriculture africaine pourra alors jouer son premier rôle, c'est-à-dire, nourrir les africains.

Interview réalisée par Basile Nkonda Azimane